



Plusieurs résolutions ont été prises hier jeudi 18 avril, à l'issue de la session tenue au parlement européen sur la crise sociopolitique et sécuritaire qui prévaut actuellement au Cameroun.

Les Eurodéputés ont en grande majorité condamné les méthodes utilisées par les forces de sécurité dans la répression des manifestations publiques notamment celles organisées par le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), et qui ont conduit à l'arrestation et à l'emprisonnement des principaux responsables du parti. Ils demandent la libération sans condition du Professeur Maurice Kamto et tous les autres prisonniers politiques. Si ces différentes recommandations ne sont pas appliquées, les Eurodéputés passeront à la phase des sanctions.

Ci-dessous les résolutions prises par les députés européens

1- L'Union Européenne déplore les cas de torture, disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires. Demande aux forces de sécurité de respecter les droits de l'homme et au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour mettre fin aux violences.

2- Demande la libération immédiate de Maurice KAMTO et tous les autres prisonniers politiques.

3- *Demande au gouvernement d'arrêter le harcèlement et intimidations des activités politiques. Et de ne pas empêcher les marches pacifiques.*

4- *Que les tribunaux militaires ne peuvent être en aucune circonstance un lieu où les civils sont jugés.*

5- *Appelle à des enquêtes indépendantes et transparentes sur l'utilisation abusive de la force par les policiers sur les manifestants.*

6- *Appelle le gouvernement à mettre fin à toutes formes de violence et à ouvrir dans l'immédiat un dialogue inclusif avec les différentes parties.*

7- *Demande au gouvernement de convoquer les parties prenantes au jeu électoral à s'asseoir pour une réforme du code électoral qui doit avoir lieu avant toute autre élection au Cameroun.*

8- *Souligne son inquiétude sur l'utilisation de la loi antiterroriste votée en 2014 pour restreindre les libertés.*

9- *Demande à l'Union Européenne et ses États membres de s'assurer qu'aucune coopération militaire ne contribue ou n'aide l'Etat du Cameroun à violer les droits de l'homme.*

10- *Instruit le président du parlement de faire suivre cette résolution à toutes les instances et organismes de l'Union Européenne.*
